

LE BRÉSIL DE BOLSONARO, UNE ALLIANCE IMPROBABLE ENTRE LIBÉRALISME ET CONSERVATISME ?



MYLÈNE GAULARD *

Élu au second tour de l'élection présidentielle brésilienne avec 55 % des voix, soit avec le soutien de 47 millions de personnes (mais 40 millions d'abstentionnistes et de votes blancs...), Jair Bolsonaro participe du virage à droite de l'ensemble de l'Amérique latine observé depuis 2015. Dès les premiers mois de l'année 2019, manifestations en faveur, mais aussi contre le nouveau président brésilien se multiplient pourtant dans tout le pays, marquant une fracture assez nette au sein de la société brésilienne. Quelques mois après l'investiture du nouveau président, les premières mesures prises par l'ancien militaire permettent en effet d'avoir un aperçu de l'orientation politique et économique que prendra le pays dans les prochaines années et suscitent donc une vive approbation ou au contraire un rejet radical du nouveau gouvernement.

Lors de la campagne présidentielle de 2018, des signaux contradictoires furent émis par Bolsonaro : une certaine ambiguïté se manifestait alors entre son rattachement au courant néolibéral, marqué par la désignation de Paulo Guedes comme son économiste officiel, formé à l'université de Chicago et farouchement opposé à la moindre intervention publique dans l'économie, et sa volonté de mettre en place un programme développementaliste, avec un État très actif sur le plan économique et un refus de remettre en question le système de retraite national ou la place des grandes entreprises publiques. Adept

* MAÎTRE DE CONFÉRENCES EN ÉCONOMIE, UNIVERSITÉ GRENOBLE ALPES.

des propos sulfureux, si ce n'est totalement racistes, sexistes et homophobes, depuis ses débuts en politique comme député de l'État de Rio de Janeiro en 1991, le nouveau président a en réalité rassemblé autour de sa personne toute une série d'oppositions aux politiques antérieures, qualifiées de « progressistes » bien que peu éloignées des recommandations libérales des grandes institutions internationales comme la Banque mondiale ou le Fonds monétaire international (Gaulard, 2019), menées sous les présidences de Lula (2003-2010) et de Dilma Rousseff (2011-2016).

Au-delà d'un simple refus généralisé des politiques adoptées par le PT, il est donc essentiel de mieux appréhender les alliances de classes et les grands changements idéologiques qui ont pu mener à cette élection et aux premières mesures prises. Sûrement à l'origine de ses propos parfois contradictoires sur la question économique, Bolsonaro semble avoir véhiculé des valeurs permettant de satisfaire aussi bien les classes populaires que les catégories les plus riches de la population, ces dernières étant particulièrement favorables à une intégration toujours plus grande du Brésil au processus de mondialisation économique et financière. Six mois après le début de sa présidence, qu'en est-il de toutes ces valeurs ? Si l'élection de Bolsonaro révèle parfaitement l'essor du conservatisme et d'un repli identitaire sur le sol brésilien, les premières mesures adoptées, marquées du sceau du libéralisme, ne sont finalement pas si opposées à l'évolution de ces valeurs conservatrices au sein d'une frange de la population.

Une élection représentative de l'essor des valeurs conservatrices

Les communautés évangéliques au cœur de la campagne électorale

Au cœur de la campagne électorale se trouvait la question du vote évangélique (Gaulard, 2018). Alors que Marina Silva, représentante d'une gauche écologiste, tentait désespérément de capter les voix de gauche de cette partie de l'électorat, Bolsonaro a profité d'une montée des valeurs conservatrices au sein de cette population, valeurs ayant orienté les premières mesures prises au début de l'année 2019. Cet essor de l'évangélisme, observé sur tout le continent américain, s'accompagne ainsi d'un repli sur des valeurs traditionnelles, redonnant un certain sens de la

communauté, sans doute illusoire, à des populations de plus en plus fragilisées par le capitalisme, ses crises et la destructuration sociale qu'il apporte avec lui.

Confronté à la place prise par ces valeurs conservatrices évangéliques, redonnant une place importante à la communauté, à la famille et au travail, Bolsonaro s'est donc progressivement rapproché de ces milieux durant la dernière décennie. Toute cette partie de la population brésilienne, susceptible, au rythme actuel, avec une hausse de 60 % du nombre d'évangéliques durant les dix dernières années, de représenter la moitié de celle-ci en 2030, est en effet devenue un enjeu majeur lors des élections brésiennes (Bohn, 2004). Observons dans ce sens que la *Bancada evangélica* (le banc évangélique), regroupant au Congrès national députés et sénateurs sous la bannière de l'évangélisme, est devenue un incontournable de la vie politique brésilienne depuis le retour de la démocratie en 1985 (Mariano, 2008). La position des évangéliques se distingue donc nettement de ce qui était prôné durant la dictature militaire, où toute la communauté protestante exprimait publiquement sa volonté de ne se pas mêler des affaires politiques (Prandi et Dos Santos, 2017).

Avec le Groupe évangélique (*Bancada evangélica*), ces derniers sont donc parvenus à occuper une position non négligeable au Congrès national qui pourrait leur permettre de constituer la quatrième force du pays, en équilibre avec le Parti des travailleurs, le Parti du mouvement démocratique brésilien (PMDB) et le Parti de la social-démocratie brésilienne (PSDB), s'ils n'étaient pas dispersés dans diverses entités politiques. Outre cette place au Congrès national, le vote des évangéliques est aussi considéré comme essentiel lors des élections présidentielles, ce qui explique les postes offerts dans l'administration à certains pasteurs. Ce vote fut même considéré comme l'un des facteurs déterminants de la victoire de Cardoso en 1994, de même que de celle de Lula en 2002 (Mariano, 2008). S'il est connu aujourd'hui que les électeurs ne suivent pas systématiquement les conseils de leurs leaders religieux en matière de vote, une enquête de l'Institut de recherche Datafolha (2016) montre que les évangéliques écoutent davantage les conseils politiques (à 26 %) de leur pasteur que les catholiques de leur prêtre (15 %). C'est la raison pour laquelle l'appui politique des leaders évangéliques s'échange parfois à prix d'or (Prandi et Dos Santos, 2017), tel que l'avait dénoncé en 1998 le pasteur Ronaldo Didini, ex-membre de l'Église universelle du règne de Dieu selon

qui certains pasteurs pouvaient recevoir jusqu'à 100 000 dollars pour appuyer un candidat.

Regroupant aussi bien les couches les plus aisées de la société, particulièrement attirées par la théologie de la prospérité qui promeut l'enrichissement et une démonstration souvent ostentatoire de la réussite sociale, que les plus populaires, rassurées par la sécurité affective et sociale que leur apporte leur Église, force est de constater que ce mouvement tente surtout de dépasser les conflits de classes. De nouvelles catégories sociales, comme les étrangers, les homosexuels, ou même des régions entières comme le Nordeste, accusées de vivre des rentes fournies par l'État au détriment du reste de la population (Abreu, 2016), sont alors désignées comme les responsables du chaos économique et social dans lequel se débat le Brésil depuis des décennies, phénomène accentué par la crise récente.

L'adoption de valeurs conservatrices liée à la crise économique et sociale

106

Le ralentissement économique observé depuis 2012, avec un taux de croissance négatif de -3,5 % en 2015 comme en 2016, explique évidemment ce mouvement de crispation identitaire, né du besoin des individus de trouver des responsables à la dégradation de leurs conditions de vie. Qu'il s'agisse du taux de chômage, ayant doublé depuis sept ans pour dépasser en 2019 les 12 % de la population active, du taux de pauvreté, avec près du quart de la population actuellement sous le seuil de pauvreté mesuré par l'Institut brésilien de géographie et de statistiques (IBGE) et 7,4 % sous le seuil de pauvreté extrême en 2017 (moins de 1,90 dollars par jour) contre 6,6 % en 2016, ou d'un secteur informel qui concentre près de la moitié des travailleurs, tous les indicateurs socio-économiques préparaient dans ce sens l'arrivée de Bolsonaro au pouvoir. En 2017, six Brésiliens sur dix avaient, selon l'IBGE, un accès insuffisant à au moins l'un des cinq services de base (logement, soins, éducation, allocations sociales, Internet). La remontée des inégalités suscite de son côté également de plus en plus de frustrations : un rapport de l'ONG Oxfam du 26 novembre 2018 révélait ainsi que les revenus de 50 % des plus pauvres avaient chuté de 3,5 % entre 2016 et 2017 alors que ceux des 10 % les plus riches s'étaient élevés de 6 %.

Sur le plan politique, la multiplication des affaires de corruption au sein des partis traditionnels, censés cristalliser jusque-là les grands conflits de classes, a également généré une nouvelle compréhension de la société, la création de nouvelles divisions sociales, par une majorité de Brésiliens réunis ou non sous la bannière évangélique. Comme le révèlent les derniers sondages réalisés par l'ONG Transparency International, le Brésil se situe parmi les pays perçus comme les plus corrompus par leur propre population. Que ce soit le scandale, dès 2005, du *mensalão* (pots-de-vin versés par le Parti des travailleurs aux députés incités à voter dans le sens désiré par le gouvernement), de l'implication de la grande entreprise de construction Odebrecht dans des affaires de corruption sur tout le sous-continent, ou de la mise en accusation de tous les grands responsables politiques, allant jusqu'à l'emprisonnement de Lula en 2018 ou la destitution de Dilma Rousseff en 2016, toutes les affaires révélées au grand jour ces dernières années ne pouvaient qu'entraîner une reconfiguration politique de grande ampleur. Et ce, d'autant plus dans le climat de violence actuelle, faisant du Brésil l'un des plus meurtriers au monde, avec près de 65 000 assassinats par an et une hausse de 30 % du nombre d'homicides depuis 2010.

Pour toutes ces raisons, l'évangélisme, mais également le côté rassurant que peuvent apporter avec elles les valeurs conservatrices, redonnant un certain sens à l'existence, constituent une nouvelle forme d'opium du peuple à l'origine de la victoire de Bolsonaro.

Le tournant à droite de la première moitié de l'année 2019

Les premières mesures adoptées par le président et son équipe s'alignent donc sur ce nouveau positionnement idéologique d'une fraction de la population brésilienne. Sur le plan culturel, une chasse au « marxisme culturel » est ainsi lancée depuis le début de l'année. Après un premier gel des bourses universitaires destinées aux sciences humaines et sociales, des coupes drastiques sont effectuées dans le budget de toutes les universités : plus d'un million de manifestants ont ainsi protesté au mois de mai contre la baisse de 30 % du budget des universités fédérales, mais de nombreuses contre-manifestations se sont opposées à eux pour défendre le nouveau président.

Le principal terrain des conservateurs brésiliens ne concerne pourtant pas tant ce domaine que celui de la sécurité. Un décret signé au début de l'année, mais bloqué en juin par le Sénat, visait notamment à offrir la possibilité à tout Brésilien de plus de 25 ans de posséder une arme s'il résidait dans une zone où le taux d'homicides est supérieur à 10 pour 100 000, critère qui concerne presque tout le pays dont le taux moyen est de 30,5. Le ministre de la Justice et de la Sécurité, Sergio Moro, jusque-là connu pour sa lutte contre la corruption et accusé récemment d'un manque d'impartialité durant celle-ci, a par ailleurs déposé un projet de loi permettant de durcir les peines pour les vols avec violence et les financements illégaux des campagnes électorales. Marque finalement assez caractéristique de l'orientation conservatrice de Bolsonaro, huit de ses ministres, soit le tiers du gouvernement, la plus forte proportion depuis la dictature, sont aujourd'hui des militaires ; trois des chrétiens intégristes. Cette évolution ne reflète pourtant pas l'orientation générale de la société brésilienne, telle que le témoigne la récente criminalisation de l'homophobie, au même titre que le racisme, par la Cour suprême du Brésil.

En réalité, alors que Bolsonaro avait fait reposer toute sa campagne sur un discours très conservateur sur la question des mœurs et un nationalisme clairement affiché par son slogan « le Brésil au-dessus de tout, Dieu au-dessus de tous », force est de constater que les grands changements de ces derniers mois se situent plutôt du côté d'une ouverture économique censée être accélérée par la création d'un superministère aux compétences élargies, concentrant entre ses mains la planification, le Trésor et l'industrie, désormais dirigé par l'économiste ultralibéral Paulo Guedes, l'un des fondateurs de l'Institut Millenium dont le rôle est de vanter les mérites du marché depuis 2005. Autre organisme fondé en 1983 à Rio de Janeiro, le Liberal Institute, ayant introduit la pensée libérale autrichienne au Brésil, compte d'ailleurs aujourd'hui parmi ses membres Ricardo Velez Rodrigues, le ministre de l'Éducation de janvier à avril 2019 (avant d'être remplacé par Abraham Weintraub, économiste ayant passé la majorité de sa carrière dans le secteur financier...), ainsi que Salim Mattar, chargé de mettre en place le programme de privatisation, ou le gouverneur de la Banque centrale brésilienne, Rubem Novaes, etc.

Si conservatisme et néolibéralisme sont tous deux situés sur la droite de l'échiquier politique, nous rappellerons que les deux

s'opposent sur de nombreux points, ce qui rend cette évolution assez curieuse aux yeux de nombreux observateurs. Et ce, d'autant plus au regard des nombreuses attaques du maître à penser de Bolsonaro, le philosophe Olavo de Carvalho, très critique de la modernité et du libéralisme, accusant même le néolibéralisme de faire le jeu du communisme. Il est donc important de mieux comprendre pourquoi et comment Bolsonaro réussit aujourd'hui à concilier les deux, la combinaison entre néolibéralisme et populisme ayant déjà souvent été étudiée en Amérique latine comme le fruit d'une « convergence inattendue » (Weyland, 1999).

Des premières mesures marquant le tournant néolibéral du bolsonarisme

Une doctrine développementaliste *a priori* opposée au libéralisme

Hormis la présence à ses côtés de Paulo Guedes, rien ne prédestinait Jair Bolsonaro à adopter une politique d'ouverture économique, de retrait de l'État de la sphère économique, telle que celle observée depuis quelques mois au Brésil. Depuis ses débuts en politique, l'ancien militaire ne cessait effectivement de fustiger cette politique d'ouverture réclamée par les grandes institutions internationales, accusée de remettre en question la place du Brésil parmi les grandes puissances, d'accélérer sa désindustrialisation. Le rôle de l'État était pour lui déterminant pour faire de ce pays la première puissance économique de la région, position que les mesures néolibérales prônées par le consensus de Washington seraient susceptibles d'ébranler. En 1999, Bolsonaro reprochait même au président de l'époque, Fernando Henrique Cardoso, d'avoir accéléré le vaste mouvement de privatisations lancé depuis le début de la décennie, regrettant même à l'occasion que les militaires n'aient pas eu l'opportunité de fusiller plus de personnes sous leur régime, dont Cardoso lui-même.

Depuis la fin des années 1980, le pouvoir de la finance, qui se manifeste notamment au Brésil par des taux d'intérêt parmi les plus élevés au monde, le vaste mouvement de privatisations, l'ouverture commerciale et le rachat d'entreprises nationales par des étrangers sont donc régulièrement pris pour cibles par Bolsonaro. La Chine se retrouve dans cette logique souvent critiquée pour sa stratégie impérialiste sur le continent latino-américain. Le fait qu'elle soit

devenue en quelques années le deuxième partenaire commercial du Brésil et le deuxième pays y investissant le plus, derrière les États-Unis, fait craindre publiquement à Bolsonaro que le géant asiatique ne finisse par racheter le Brésil pour en faire le locataire de son propre territoire.

Nationalisme et protectionnisme apparaissent donc derrière toutes ces prises de position comme les fils directeurs du discours économique de Bolsonaro. Son conservatisme sur la question morale s'accompagnerait donc logiquement d'un nationalisme économique, marquant tout autant une forme de repli identitaire sur la patrie et la communauté immédiatement accessible. Durant toute la campagne électorale de 2018, il martela donc régulièrement son opposition aux privatisations des entreprises stratégiques ainsi que sa volonté de maintenir un État fort.

Un affichage de plus en plus net de Jair Bolsonaro en faveur du néolibéralisme

110

Adoucissant déjà ses propos sur la Chine dès la fin de la campagne électorale, Bolsonaro en est finalement parvenu à la conclusion qu'il n'y connaissait rien en économie (*sic*), raison pour laquelle il se permettait de placer toute sa confiance en Paulo Guedes, radicalement opposé à ses positionnements sur cette question et favorable à une expansion des échanges commerciaux aussi bien avec le géant asiatique qu'avec les États-Unis. Début janvier, il évoquait, dans la logique de ses promesses de campagnes, une hausse prochaine de l'impôt sur les transactions financières avant d'être rapidement contredit par son chef de gouvernement affirmant que Bolsonaro s'était « trompé ». La veille, il se « trompait » à nouveau en annonçant une réforme des retraites moins ambitieuse que celle promise par Paulo Guedes. Mettant ces erreurs sur le compte de l'humilité, le président affirme alors « je suis certain de m'y connaître un peu plus en politique que Guedes et qu'il s'y connaît plus que moi en économie ».

Or, le principal objectif de Guedes est de mener à bien un processus de privatisation qui permettrait de réduire la dette publique, passée de 57 % du PIB en 2013 à 88 % en 2018, et de diriger plus efficacement de grandes entreprises stratégiques comme Electrobras ou Petrobras. Dès le mois de janvier 2019, le ministre de l'Économie place d'ailleurs à la tête de Petrobras Roberto Castello Branco, un fervent défenseur du marché. La privatisation par mise aux enchères de douze aéroports est par ailleurs lancée en

mars dernier, augurant celle de nombreux ports et infrastructures nationales. Participant d'un virage à droite de l'ensemble de l'Amérique latine, Bolsonaro s'est également rapproché des autres gouvernements conservateurs de la région en signant la déclaration de Santiago à l'origine de la création de l'organisation Prosur. Celle-ci vise en effet à remplacer l'ancienne union Unasur, critiquée pour « son excès d'idéologie et de bureaucratie ». Désignée comme une « ALBA de droite », l'objectif de Prosur n'est pas tant d'encourager la collaboration entre les pays latino-américains pour mettre en place de grands projets de développement que de favoriser le libre-échange entre eux, de faciliter notamment les flux de capitaux nécessaires au mouvement de privatisations.

La deuxième mission que se donne Guedes est aussi d'en finir avec un régime de retraite par répartition dont les dépenses représentent 12,5 % du PIB (et même une prévision par la Banque interaméricaine de développement de 50,1 % du PIB pour 2065...¹). Désigné comme le principal responsable de la montée du déficit public, ce régime de retraite serait alors remplacé par un régime par capitalisation, tel que celui mis en place sous l'influence des Chicago Boys sous Augusto Pinochet au Chili, pays dont les dépenses dans le régime de retraite par répartition ne représentent plus que 3,5 % du PIB. La réforme des retraites, située au centre de l'actualité économique brésilienne actuelle et dont le projet est encore bloqué, si ce n'est en grande partie modifié par un Congrès refusant encore l'instauration d'un régime de retraite privé, prévoit d'économiser 230 milliards d'euros en augmentant l'âge de la retraite à 65 ans pour les hommes, 62 ans pour les femmes (alors même qu'aujourd'hui certains Brésiliens réussissent à prendre leur retraite dès 50 ans).

Toujours dans cette logique de réduire la dette et le déficit public, l'ensemble des dépenses sociales pourrait à terme être menacé par une refondation du système de protection sociale brésilien et des grandes dépenses réalisées dans l'éducation et la santé. Si l'objectif était initialement de lutter, grâce à la baisse des dépenses dans l'éducation, contre le « marxisme culturel » en s'attaquant spécifiquement aux universités accusées d'être les plus subversives, cette mesure s'est généralisée dans une pure logique de réduction du déficit public et de retrait de l'État de la sphère

¹ Izquierdo Alejandro, Pessino Carola, Vuletin Guillermo, *Melhores gastos para melhores vidas*, Banque interaméricaine de développement, mars 2019.

économique et sociale. En 2018, les dépenses en recherche et développement du gouvernement étaient déjà inférieures de deux tiers à celles de 2010, phénomène accentué par le gel de nouvelles dépenses en 2019 par Bolsonaro...

La réforme du système de protection sociale est même désignée par le président comme une « formule magique » pour relancer l'investissement. Bien que plus marquée encore, l'orientation prise actuellement se situe au final dans le droit prolongement des politiques économiques menées aussi bien par Lula, Dilma Rousseff ou Michel Temer avant lui, le Parti des travailleurs ayant davantage compté sur un essor de la consommation grâce au crédit bancaire pour obtenir l'appui de la population plutôt que sur une réforme du modèle économique (Katz, 2018 ; Habel, 2019). Bolsonaro ne manque d'ailleurs pas de le faire remarquer lorsqu'il twitte une vidéo de Lula de 2010 justifiant les coupes budgétaires : d'un ton persifleur, il écrit alors que « Lula clarifie pour la gauche comment se fait la réduction des dépenses. Merci de m'avoir expliqué ».

112

S'en prenant directement aux travailleurs et allant bien au-delà de ses prédécesseurs, Bolsonaro annonçait par ailleurs dès le mois de mai 2019 qu'il réduirait de 90 % les normes réglementaires de sécurité et de santé au travail. L'Organisation internationale du travail classe pourtant le Brésil en quatrième position des pays avec le plus grand nombre d'accidents du travail... Durant la campagne électorale, l'hypothèse avait d'ailleurs été émise que le ministère du travail puisse passer sous la tutelle d'un autre ministère, première mesure qui permettrait de libéraliser par la suite le marché du travail et d'encourager les liens directs entre le patronat et les salariés. Suppression qui ne manqua pas de s'effectuer dès l'investiture de Bolsonaro, mettant ainsi fin à un ministère avec 88 ans d'existence.

Enfin, sur le plan environnemental, le désengagement de l'État au profit des grandes entreprises agricoles et minières suscite de nombreuses craintes chez les militants écologistes. Notamment, la répartition des terres attribuées aux peuples autochtones pourrait se décider, grâce à un décret signé lors des premières semaines du mandat de Bolsonaro, au niveau du ministère de l'Agriculture et non plus de la Funai, la Fondation nationale de l'Indien. 850 000 indigènes vivent pourtant encore aujourd'hui dans des tribus réparties sur de vastes réserves protégées d'Amazonie, couvrant 13 % du territoire brésilien. Les intérêts de l'agrobusiness poussent ainsi le gouvernement à s'emparer de ces terres dans un pur souci

de rentabilité. L'intention de Bolsonaro était même initialement de supprimer le ministère de l'Environnement, mais face au tollé déclenché par une telle proposition, il en a juste réduit les fonctions en étendant les pouvoirs du ministère de l'Agriculture à la tête duquel se trouve actuellement Tereza Cristina Costa, représentante des intérêts de l'agrobusiness. Le président soutient ainsi que « l'entreprise agricole protège l'environnement », appuyé par le bloc ruraliste représentant les grands propriétaires terriens au Congrès. Les organismes environnementaux sont au contraire désignés comme « une industrie qui ne fait qu'infliger des amendes », pénalisant le développement des grandes entreprises agricoles et donc la croissance économique.

Il s'agit donc bien de respecter les préceptes de la doctrine néolibérale selon laquelle le libre fonctionnement du marché est largement suffisant en lui-même pour stimuler la croissance économique. Les dépenses publiques ne feraient au contraire que l'entraver. Pour quelles raisons Bolsonaro a-t-il sur cette question économique accepté un tel revirement par rapport à ses conceptions antérieures ? Et surtout, est-il possible de réconcilier les positions conservatrices qu'il continue à soutenir sur la question des mœurs, tout en adoptant une forme poussée de libéralisme sur la question économique ?

113

La logique sous-jacente à cette alliance improbable

La première raison qui pourrait expliquer ce basculement libéral de Bolsonaro, pourtant porté jusque-là au nationalisme et à la promotion d'un État fort pour soutenir celui-ci, est un simple constat cynique de l'opportunité politique d'un tel virage : après avoir été soutenu par une partie des classes populaires, favorables à une intervention étatique accrue, l'appui des élites devient rapidement, au contact du pouvoir, incontournable pour gouverner. Le fait de rassurer les investisseurs, les milieux financiers et les grandes entreprises privées est d'autant plus indispensable dans un contexte de ralentissement économique risquant de faire fuir les capitaux. Il ne faut pas oublier non plus que le parti de Bolsonaro ne concentre que 10 % des voix au Congrès et qu'il lui est donc indispensable de composer avec d'autres groupements politiques, comme le bloc ruraliste, dont l'approche économique est radicalement différente. Par ailleurs, la dimension populiste qui accompagne le conservatisme de Bolsonaro permettrait de fragiliser les institutions

démocratiques tout autant que de dépasser les conflits de classes, et par là, de faciliter la mise directe en relation des individus sur le marché, notamment celui du travail, un élément central de la doctrine néolibérale (Weyland, 1999). Une telle combinaison avait déjà été étudiée dans le cas du Pérou de Fujimori par Kenneth Roberts (1995) et pourrait expliquer la convergence d'intérêts entre un pouvoir fort et les classes économiques dirigeantes plutôt favorables au libéralisme.

Cette analyse désabusée de la politique brésilienne ne prend pourtant pas en compte que, dès la campagne électorale, Bolsonaro cherchait déjà à obtenir l'appui des élites économiques. Il affirmait déjà lors de sa campagne électorale que « ce que me disent les entrepreneurs, et je suis en accord avec eux, c'est que le travailleur va devoir choisir : moins de droits et plus d'emplois, ou plus de droits et du chômage ». Cela ne l'empêcha pas de récupérer une partie des voix, le fameux vote « BolsoLula », qui aurait profité à Lula s'il n'avait pas été emprisonné. Les milieux d'affaires ne furent pas dupes non plus des signaux contradictoires émis par Bolsonaro, comme le montre la forte hausse des cours boursiers au lendemain de sa victoire. La directrice du Fonds monétaire international, Christine Lagarde, se réjouissait aussi dès la victoire de Bolsonaro en déclarant que « pour l'heure, le programme du nouveau président n'est pas totalement clair. Mais je me réjouis de ses intentions d'engager la réforme des retraites que son prédécesseur, Michel Temer, n'a pu politiquement mettre en œuvre »².

Surtout, en dépit de l'orientation néolibérale de Bolsonaro, sa cote de popularité reste toujours supérieure à 50 % six mois après son investiture, bien que, de 75 % d'opinions favorables lors de son investiture, elles ne soient plus que de 59 % actuellement. Il est notamment estimé par Datafolha que la moitié de la population soutiendrait même encore la réforme du régime de retraite, et ce, dans le cadre d'une société profondément divisée sur cette question, comme le révèle le succès de la grève générale du 14 juin dernier. Il semble donc plus raisonnable d'analyser cette percée de l'idéologie néolibérale dans la société brésilienne à la fois comme le rejet du discours antilibéral d'une gauche brésilienne qui n'était jusque-là resté que théorique, mais surtout comme la capacité de

² *Les Échos*, « Christine Lagarde : "Les élites n'ont pas conscience de ce qui se passe" », 9 novembre 2018.

cette pensée, insistant sur la responsabilité des individus, à s'allier paradoxalement au conservatisme qui au contraire met l'accent sur l'importance des communautés et de la nation.

Le maintien d'une situation de vulnérabilité, malgré l'« émergence » économique du Brésil lors de la décennie 2000, est en effet responsable d'un repli des classes moyennes sur des valeurs identitaires et d'une crispation sur les avantages acquis qui pourraient être remis en question par des interventions intempestives de l'État. Comme l'observe López-Calva et Cruces (2014), une partie des classes moyennes latino-américaines, dont les revenus sont compris entre 10 et 50 dollars PPA par jour, sont ainsi de plus en plus portées à promouvoir un système de santé et d'éducation privé qui leur permettrait de conserver leurs récents privilèges les maintenant temporairement hors d'une situation de pauvreté. C'est sans doute la raison pour laquelle le système d'imposition brésilien n'a également jamais réussi à être modifié en profondeur afin de mener une réelle redistribution des richesses : seules 22 % des recettes fiscales du Brésil proviennent des impôts sur le revenu contre une moyenne de 40 % dans l'OCDE.

Le contexte de crise économique et sociale explique donc aussi bien le repli sur des valeurs identitaires et nationalistes, caractéristiques du conservatisme, que le refus de voir l'État bouleverser l'équilibre socio-économique alors atteint. Cette alliance entre conservatisme et néolibéralisme est d'autant plus renforcée par la baisse des inégalités ayant caractérisé toute la décennie 2000. Cette évolution fut en effet responsable d'un sentiment de déclassement chez les anciennes classes moyennes brésiliennes : entre 2001 et 2015, les 10 % les plus riches ont augmenté leur part dans le revenu national de 54 % à 55 %, ceux des 50 % les plus pauvres de 11 à 12 %, mais les 40 % du milieu ont vu leur part diminuer de 34 à 32 %. La sortie de la pauvreté d'une partie de la population fut alors responsable de changements sociaux défavorables à cette dernière catégorie, expliquant le sentiment de déclassement causé par de multiples facteurs, comme la pression exercée au niveau des transports municipaux et de leur coût, l'accès plus coûteux aux services à domicile etc. (Romula, 2018). La distinction entre cette population et les classes les plus pauvres est en conséquence rapidement devenue une question vitale pour elle, beaucoup plus que pour les plus riches, expliquant aussi bien le repli identitaire que la volonté de remettre en question les politiques

sociales étatiques, phénomène déjà observé par José Nun dans les années 1960, expliquant alors le soutien des classes moyennes aux dictatures militaires latino-américaines (Nun, 1968).

Le virage idéologique ainsi provoqué au sein de la société brésilienne se manifeste également à une échelle plus globale. Comme l'analyse Adam Harmes (2012), le nationalisme se conjugue d'autant mieux au néolibéralisme que s'est installée au niveau mondial une forme de « multilatéralisme démocratique » (Harmes, 2012), imposant des règles de fonctionnement aux États, si ce n'est simplement une forte concertation entre eux. Le néolibéralisme offrirait donc aux pays une marge de manœuvre supérieure en leur donnant une justification supplémentaire pour s'opposer à ces règles et au multilatéralisme démocratique. Le libre-échange, la libre-circulation des capitaux ou même la privatisation des grandes entreprises publiques aident paradoxalement la nation, bien distinguée de l'État, à retrouver une certaine autonomie. L'État n'est alors plus le représentant de cette nation et des communautés qu'elle nourrit en son sein. Au contraire, le respect de contraintes établies au niveau international ou même la simple redistribution nationale des richesses est un élément de déstabilisation de ces communautés. Le nationalisme latino-américain n'équivaut donc plus à un renforcement du rôle de l'État, mais plutôt à un dépassement des conflits de classes par une intervention étatique de plus en plus limitée.

Conclusion

Le programme de Jair Bolsonaro semblait beaucoup séduire lorsque ce dernier ne tenait pas encore les rênes du pouvoir. Le ralentissement de la croissance et la crise économique-sociale pouvaient alors être mis sur le compte de la corruption et des politiques mises en place précédemment par le Parti des travailleurs. Une rupture brutale avec celles-ci, aussi bien sur le plan des valeurs, avec un tournant conservateur indéniable au sein de la société brésilienne, que sur celui du programme économique, avec un rejet de plus en plus important du rôle de l'État, semblait donc être la solution. Loin d'être un paradoxe, une alliance entre un conservatisme cherchant à revaloriser aussi bien les valeurs traditionnelles que le nationalisme et un néolibéralisme plutôt enclin à défendre les libertés individuelles, notamment celles qui se manifestent sur le marché, apparaissait comme une évidence pour de nombreux Brésiliens. Le climat de violence physique, économique

et sociale accentuait par ailleurs les peurs de déclassement et un repli sur soi expliquant le soutien affirmé à Bolsonaro d'une partie de la population brésilienne, apeurée par le risque de voir remettre davantage en question les quelques privilèges obtenus dans le cadre d'une société extrêmement inégalitaire.

Cependant, la poursuite du ralentissement économique, tel que ce qui est observé depuis le début de l'année avec une baisse du PIB de 0,2 % au premier trimestre, pourrait rapidement faire éclater l'adhésion au programme de Bolsonaro. Allant à l'encontre de tous ses positionnements antérieurs, celui-ci ne cherche effectivement pas à remettre en question la désindustrialisation du pays qu'un programme développementaliste aurait pu contrer. Bien au contraire, l'adhésion aux grandes règles du néolibéralisme, avec une ouverture à la concurrence internationale accrue, risque d'accélérer la reprimarisation du pays. L'écroulement des matières premières est loin d'atteindre les niveaux élevés de la décennie 2000, ce qui compromet la pérennité d'une telle stratégie de développement, pourtant très critiquée par Bolsonaro lui-même avant son arrivée au pouvoir, et laisse augurer une multiplication des mouvements de contestation des politiques actuelles. Le 14 juin dernier, le président brésilien dut même faire face à la première grève générale, mobilisant près de 45 millions de travailleurs, lancée contre ses politiques, notamment celles en rapport avec la réforme du régime des retraites.

Outre les conflits observés dans un Congrès divisé, refusant de voter les lois et décrets d'un gouvernement accusé par le président de la Chambre des députés d'être « une usine à fabriquer des crises », les démissions et renvois s'enchaînent au sein de ce dernier : en juin, quatre ministres ont déjà été limogés, de même que le président de la Banque nationale de développement économique et sociale, Joaquim Levy, pourtant très proche des milieux d'affaires internationaux. Face à l'échec du libéralisme et du repli identitaire qui l'accompagne dans le cas brésilien, une nouvelle polarisation autour des conflits de classes pourrait alors se régénérer, redonnant un certain élan aux partis progressistes.

Bibliographie

- Bohn, Simone, 2004, « Evangélicos no Brasil. Perfil socioeconômico, afinidades ideológicas e determinantes do comportamento eleitoral. » *Opinião pública*, vol. X, n° 2, 2004, 288-338.

MYLÈNE GAULARD

- Datafolha Instituto, 2016, « Perfil e opinião dos evangélicos no Brasil. » *Opinião pública*.
- Gaulard, Mylène, 2018, « Jair Bolsonaro, la rencontre entre l'extrême-droite brésilienne et les milieux évangéliques », in Da Lage Olivier, *L'essor des nationalismes religieux*, Paris, Demopolis.
- Gaulard, Mylène, 2019, *Économie du Brésil*, Paris, Éditions Bréal.
- Habel, Janette, 2019, « Bolsonaro président : comment en est-on arrivé là ? », *Les Possibles*, Hiver, 9 février.
- Harmes, Adam, 2012, « The Rise of Neoliberal Nationalism », *Review of International Political Economy*, 19 : 1, p. 59-86.
- Katz, Claudio, 2018, « Interrogating the Bolsonaro Era », *New Cold War*, 21 novembre.
- Lima, Romulo, 2018, « Bolsonaro and the Rise of Far-Right Neoliberalism in Brazil », *Alusta*, New Social Research of Tampere University, 3 décembre.
- Lopez-Calva Luis, Cruces Guillermo, Lach Samantha, Ortiz-Juarez Eduardo, 2014, « Clases medias y Vulnerabilidad a la Pobreza », *El Trimestre Económico*, vol. LXXXI, n° 322, avril-juin, p. 281-307.
- Mariano, Ricardo, 2008, « Crescimento Pentecostal no Brasil : Factores internos. » *Revista de Estudos da Religião*, décembre, 2008, p. 68-95.
- Nun, José, 1968, « The Middle Class Military Coup Revisited », in Claudio Veliz (ed.), *The Politics of Conformity in Latin America*, Londres : Oxford University Press.
- Prandi, Reginaldo, et Renan William Dos Santos, 2017, « Quem tem medo da bancada evangélica. » *Tempo Social, Revista de sociologia da USP*, vol. 29, n° 2, août, p. 187-213.
- Roberts, Kenneth, 1995, « Neoliberalism and the Transformation of Populism on Latin America : The Peruvian Case », *World Politics*, n° 48, p. 82-116.
- Weyland, Kurt, 1999, « Neoliberal populism in Latin America and Eastern Europe », *Comparative Political Studies*, vol. 31, n° 4.

118

Résumé :

Quelques mois seulement après son élection, le nouveau président brésilien suscite de vives passions et controverses, mais surtout une profonde incompréhension sur la ligne directrice générale de ses politiques. Ayant réussi à concentrer autour de lui toute une série d'oppositions aux politiques précédentes, dites « progressistes », menées par le Parti des travailleurs, une certaine ambiguïté fut soulevée dès la campagne électorale de 2018 sur l'appartenance apparemment paradoxale de Jair Bolsonaro à la mouvance conservatrice, à la fois nationaliste et très rigide sur la question des mœurs, et la présence à ses côtés de l'économiste néolibéral, Paulo Guedes, promouvant une plus grande liberté sur le plan économique. Les premières mesures adoptées se situent finalement dans le cadre de ces deux idéologies, avec une réconciliation entre celles-ci qui n'est finalement pas si paradoxale au regard de l'évolution de la société brésilienne.